



JESSICA FRANCE

Association Loi 1901

Action collective

PME/PMI, intégrez les exigences de la certification aéronautique dans le processus de conception des systèmes électroniques

Une démarche d'accompagnement proposée par JESSICA France
avec le soutien de la DIRRECTE et de la Région Midi-Pyrénées

Les politiques d'externalisation des donneurs d'ordre avec des Work Packages de plus en plus importants nécessitent une autonomie, un partage de risques, et un engagement croissant, financier et humain de chacun des acteurs de la chaîne de sous-traitance.

Le domaine de la certification est directement impacté par ces nouvelles organisations industrielles.

C'est pourquoi l'Etat et la Région Midi-Pyrénées sensibilisés aux enjeux du domaine, dans le cadre du programme structurant ADER 2, financent cette action collective portée par JESSICA France et vous propose l'atelier technique :

ANTICIPER LES EXIGENCES DU DO178C

Le standard reconnu par les autorités de certification Europe (EASA) et Amérique (FAA) pour le logiciel de vos équipements aéronautiques

Vendredi 20 janvier 2012 - salle Europe du LAAS/CNRS

Informations pratiques

- Lieu :** salle Europe du LAAS / CNRS -7 av du Colonel Roche, 31077 toulouse
Plan d'accès : <http://www2.laas.fr/laas/images/plan-complexe.gif>

Inscription à l'atelier par email auprès de salas@captronic.fr avec confirmation à la réception du dossier et du chèque de 119,60 € TTC

Nom, Prénom, Tél. et Email de la personne participant à l'atelier :

- 1).....
- 2).....

Rappel Financement Etat et Région : 75 % du coût de la prestation
Coût par personne par entreprise éligible (*) : 119.60 € TTC
Coût pour entreprise non éligible : 478.40 € TTC

Dossier d'inscription à nous retourner avec le chèque à l'ordre de JESSICA France à récupérer sur le site <http://www.captronic.fr/Certification-aeronautique.html>

- Renseignements complémentaires :**
Sébastien SALAS, Tél. : 05 61 33 63 33

(*) Critère d'éligibilité des PME : entreprise dont l'effectif est inférieur à 250 personnes, et dont soit, le CA annuel n'excède pas 50 M€, soit le total du bilan annuel n'excède pas 43 M€ et qui ne soit pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas à la définition donnée ci dessus.



JESSICA FRANCE
Association Loi 1901

Atelier technique dispensée par APSYS et ACG, membres de l'initiative « Certification together »



Objectifs de l'atelier : Vous permettre d'anticiper les évolutions réglementaires avec l'état des discussions sur le DO178C/ED12C et les exigences de certification applicables au logiciel de votre système embarqué aéronautique.

Comprendre les enjeux de la conception logicielle pour réussir la certification et présenter les évolutions du DO178B/ED12B vers le DO178C afin de savoir comment l'utiliser et l'appliquer au mieux.

Public : Chef de projet, Ingénieur qualité, Ingénieur logiciel.

Pré-requis : Il est préférable d'avoir une première expérience de développement logiciel avec le DO178B ou d'avoir suivi l'atelier DO178B du 06 octobre 2011.

Programme :

8h45 Accueil des participants

9H00 Présentation de l'offre « Action Collective avionique », Sébastien SALAS de CAPTRONIC

9h05 Présentation de l'initiative « Certification Together », Lionel Burgaud de Aéroconseil

9h15 Evolution vers le DO 178C/ED12C par Luc Casagrande, APSYS et Frédéric Pothon, ACG

- 1) Introduction générale
- 2) Rappel des principes essentiels du DO178B/ED12B
- 3) Présentation du Core Document
- 4) Présentation du « Tools Document »
- 5) Présentation du supplément « Model based Developpement »
- 6) Présentation du supplément « Object Oriented Technologies »
- 7) Présentation du supplément « Formal Method »
- 8) Conclusion

17H00 Echanges avec les participants, questions / réponses



(*) Critère d'éligibilité des PME : entreprise dont l'effectif est inférieur à 250 personnes, et dont soit, le CA annuel n'excède pas 50 M€, soit le total du bilan annuel n'excède pas 43 M€ et qui ne soit pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas à la définition donnée ci dessus.